

Commune de
Longuenée-en-Anjou
Commune déléguée de
La Meignanne

Autorisation de voirie
n°2024-MG-060
portant permis de stationnement

Ronde de Noël 2024

Monsieur le Maire de Longuenée-en-Anjou,
Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 2213-1 à L. 2213-6
Vu le Code général de la propriété des personnes publiques
Vu le Code de la voirie routière
Vu le Code de la Route et l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I – 8ème partie - signalisation temporaire)
Vu la loi n°82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des collectivités territoriales
Vu l'arrêté n°202005-82 portant délégation de signature au maire délégué de la commune déléguée de la Meignanne
Vu la demande en date du 16/09/2024 par laquelle l'Association de course à pied de la Meignanne représentée par Monsieur Sébastien DELATTE demande l'autorisation d'occuper temporairement le domaine public en vue de l'organisation de la manifestation sportive dite LA RONDE DE NOEL :
 - occupation du domaine public en vue de l'organisation d'une course pédestre dit LA RONDE DE NOEL :

- RUE DU PLESSIS (D105), de la PLACE DE L'EGLISE (D105) jusqu'à la RUE DU CHAMP FLEURI
- RUE DU CHAMP FLEURI, de la RUE DE LA MOLINERIE jusqu'à la RUE DU PLESSIS (D105)
- RUE DE LA MOLINERIE, de la RUE DU PLESSIS (D105) jusqu'à la RUE DU CHAMP FLEURI
- RUE DE LA MAIRIE (D103), de la RUE HENRI BRISSET (D122) jusqu'à la PLACE DE L'EGLISE (D105)
- RUE HENRI BRISSET (D122) de la rue GEOFFROY DE LA CELLE (D122) jusqu'à la RUE DE LA MAIRIE (D103)
- RUE GEOFFROY DE LA CELLE (D122), de la RUE DE LA CHENAIE jusqu'à la RUE HENRI BRISSET
- RUE HENRI BRISSET, de la RUE DU PLESSIS (D105) jusqu'à la GEOFFROY DE LA CELLE (D122)
- RUE DES METIERS, de la RUE GEOFFROY DE LA CELLE (D122) jusqu'à la RUE DES MAGNOLIAS
- RUE DES MAGNOLIAS, de la RUE HENRI BRISSET (D122) jusqu'à la RUE DES METIERS
- RUE DE LA CHENAIE, de la RUE GEOFFROY DE LA CELLE (D122) jusqu'au 6
- RUE DES PASSIFLORES, de la RUE DE LA CHENAIE jusqu'à la RUE DES LA CHENAIE
- RUE DES CAMELIAS, de la RUE DE LA CHENAIE jusqu'à la RUE HENRI BRISSET

ARRETE

ARTICLE 1 - AUTORISATION

Le bénéficiaire (COURSE A PIED) est autorisé, sous réserve de se conformer aux prescriptions du présent arrêté, et sous réserve de l'obtention si nécessaire d'un arrêté de circulation, à occuper le domaine public, le 21 décembre 2024 de 9h à 21h, en vue de l'organisation de la manifestation sportive dite LA RONDE DE NOEL, conformément à sa demande :

- RUE DU PLESSIS (D105), de la PLACE DE L'EGLISE (D105) jusqu'à la RUE DU CHAMP FLEURI
- RUE DU CHAMP FLEURI, de la RUE DE LA MOLINERIE jusqu'à la RUE DU PLESSIS (D105)
- RUE DE LA MOLINERIE, de la RUE DU PLESSIS (D105) jusqu'à la RUE DU CHAMP FLEURI
- RUE DE LA MAIRIE (D103), de la RUE HENRI BRISSET (D122) jusqu'à la PLACE DE L'EGLISE (D105)
- RUE HENRI BRISSET, de la RUE GEOFFROY DE LA CELLE (D122) jusqu'à la RUE DE LA MAIRIE (D103)
- RUE GEOFFROY DE LA CELLE (D122), de la RUE DE LA CHENAIE jusqu'à la RUE HENRI BRISSET
- RUE HENRI BRISSET, de la RUE DU PLESSIS (D105) jusqu'à la RUE GEOFFROY DE LA CELLE
- RUE DES METIERS, de la RUE GEOFFROY DE LA CELLE (D122) jusqu'à la RUE DES MAGNOLIAS
- RUE DES MAGNOLIAS, de la RUE HENRI BRISSET (D122) jusqu'à la RUE DES METIERS
- RUE DE LA CHENAIE, de la RUE GEOFFROY DE LA CELLE (D122) jusqu'au n°6

- RUE DES PASSIFLORES, de la RUE DE LA CHENAIE jusqu'à la RUE DE LA CHENAIE
- RUE DES CAMELIAS, de la RUE DE LA CHENAIE jusqu'à la RUE HENRI BRISSET

ARTICLE 2 - RESPONSABILITÉ

Cette autorisation est délivrée à titre personnel et ne peut être cédée.

Son titulaire est responsable tant vis-à-vis de la collectivité représentée par le signataire que vis-à-vis des tiers, des accidents de toute nature qui pourraient résulter de l'installation, de l'occupation ou de l'exploitation de ses ouvrages.

Dans le cas où l'exécution de l'autorisation ne serait pas conforme aux prescriptions techniques définies précédemment, le bénéficiaire sera mis en demeure de remédier aux malfaçons, dans un délai au terme duquel le gestionnaire de la voirie se substituera à lui.

Les frais de cette intervention seront à la charge du bénéficiaire et récupérés par l'administration comme en matière de contributions directes.

Il se devra d'entretenir l'ouvrage implanté sur les dépendances domaniales, à charge pour lui de solliciter l'autorisation d'intervenir pour procéder à cet entretien auprès du signataire du présent arrêté.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

ARTICLE 3 - AUTRES FORMALITÉS ADMINISTRATIVES

Le présent arrêté ne dispense pas d'obtenir si nécessaire les autorisations prévues par le Code de l'urbanisme, le Code de la Route ou toute autre réglementation s'appliquant en l'espèce.

ARTICLE 4 - REMISE EN ÉTAT DES LIEUX

Dès la fin de l'occupation, le bénéficiaire est tenu d'enlever les matériaux excédentaires, de rétablir dans l'état initial la voie et ses dépendances, et de réparer tout dommage qui aura pu y être causé.

ARTICLE 5 - VALIDITÉ, RENOUVELLEMENT ET REMISE EN ÉTAT

La présente autorisation est délivrée à titre précaire et révocable, et ne confère aucun droit réel à son titulaire ; elle peut être retirée à tout moment pour des raisons de gestion de voirie sans qu'il puisse résulter, pour ce dernier, de droit à indemnité.

La demande de renouvellement devra être présentée par le bénéficiaire deux mois avant la date d'expiration de la présente autorisation.

En cas de révocation de l'autorisation ou au terme de sa validité en cas de non-renouvellement, son bénéficiaire sera tenu, si les circonstances l'exigent, de remettre les lieux dans leur état primitif dans un délai d'un mois à compter de la révocation ou au terme de l'autorisation. Passé ce délai, en cas d'inexécution, un procès-verbal sera dressé à son encontre, et la remise en état des lieux sera exécutée d'office aux frais du bénéficiaire de la présente autorisation.

Le gestionnaire de voirie se réserve le droit de demander le déplacement des ouvrages autorisés aux frais de l'occupant, dès lors que des travaux de voirie s'avéreront nécessaires.

Fait à Longuenée-en-Anjou, le 19/09/2024
Pour le Maire et par délégation,
Madame le Maire délégué de La Meignanne

Florence LUCAS

DIFFUSION :

- Monsieur le Président de l'association de de Course à Pied de la Meignanne
- Monsieur le Chef de Centre du Service Départemental d'Incendie et de Secours
- Monsieur le Commandant de la brigade de Gendarmerie
- Madame la Responsable de la Police Municipale
- Monsieur le Directeur des services techniques
- Madame la responsable du service communication
- Monsieur le Responsable du service voirie

Conformément aux dispositions du Code de justice administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif compétent ou sur internet, à l'adresse www.telerecours.fr, dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.

Conformément aux dispositions de la loi n°2018-493 du 20 juin 2018 relative à la protection des données personnelles, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès, de rectification, d'effacement ou de demande de limitation de traitement des données qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès de la collectivité signataire du présent document.

